



1^{er} MAI 2014

Contre les pactes de responsabilité et de solidarité pour l'emploi, les salaires, la protection sociale et les services publics

Le gouvernement et le patronat aggravent l'exploitation des salariés à travers de nombreuses mesures en faveur du patronat, comme celles contenues dans le « pacte de responsabilité ». Le coût du travail est un faux débat, ce qui nous coûte c'est le capital.

Le bilan des élections municipales illustre le décalage entre les attentes et besoins des citoyens, notamment les salariés, et les réponses du politique.

Le Président de la République a entendu mais n'a pas écouté les voix des salariés.

C'est d'un changement de cap dont nous avons besoin et, sans surprise, le discours du nouveau Premier Ministre ne répond pas à cette exigence.

Le patronat avait déjà obtenu : 30 milliards d'exonération des cotisations familiales, 20 milliards de Crédit Impôt Compétitivité Emploi, 230 milliards d'aides publiques de toutes formes. Il reçoit 10 milliards d'exonérations supplémentaires de cotisations sociales.

Dans le même temps, le gouvernement a confirmé la baisse des dépenses publiques :

- 19 milliards sur le budget de l'Etat, alors que la pénurie frappe tous les services publics ;
- 10 milliards sur l'Assurance maladie ;
- 11 milliards sur les prestations sociales ;
- 10 milliards d'économies sur les collectivités locales.

Il poursuit le démantèlement de la Sécurité sociale en se livrant à des manipulations. Non, la baisse des cotisations des salariés n'augmenterait pas le pouvoir d'achat. Elle conduirait à moins rembourser les dépenses de santé, accroître la pénurie dans les hôpitaux, ouvrir la voie aux assurances privées ...

L'exonération totale des cotisations patronales pour les salariés payés entre 1 et 1,3 fois le SMIC tirerait les salaires vers le bas.

Pour sortir de la crise, il faut satisfaire les revendications !

Rassemblons-nous le 1er mai pour exiger :

- non à l'austérité, abandon du pacte de responsabilité ;
- remise à plat de l'évaluation des aides publiques ;
- augmentation des minimas sociaux, des salaires, des retraites ;
- reconquête des services publics – abandon de la « MAP – modernisation de l'Action Publique » ;
- retour à la retraite à 60 ans à taux plein ;
- maintien de la sécurité sociale de 1945.

Les organisations départementales CGT, FO, FSU, US-Solidaires appellent les salariés actifs, retraités, chômeurs, du privé comme du public à participer aux différents rassemblements du 1er mai qu'elles organisent dans le département.

Le 23 avril 2014